

Le travail productif dans les services non marchands

Jean-Marie Harribey

L'Humanité, 4 novembre 2014

La crise que le capitalisme inflige aux sociétés est l'aboutissement d'une fuite en avant financière des classes dominantes pour tenter de surmonter la difficulté de créer et réaliser de la valeur, née d'une part de la dégradation de la condition salariale, et d'autre part des limites de la planète. Ces deux contraintes ruinent la rentabilité du capital et le rêve de l'accumulation infinie, que la démesure financière ne peut pas compenser à long terme.

Les politiques d'austérité marquent la détermination de la bourgeoisie financière, des gouvernements et des institutions internationales à profiter du désastre social et de la faiblesse des mouvements sociaux pour élargir encore davantage la sphère de la marchandise : services publics « ouverts à la concurrence », c'est-à-dire privatisés ; droit du travail « modernisé », c'est-à-dire amoindri ; inflation « maîtrisée », c'est-à-dire salaires en recul par rapport à la productivité ; courbe du chômage « inversée », c'est-à-dire repartie à la hausse ; nature « prise en compte », c'est-à-dire confiée au marché des droits à polluer.

L'argument essentiel justifiant ce démantèlement général de l'espace public, collectif ou commun est que celui-ci serait un handicap pour les entreprises privées, considérées comme seules productives, et donc pour l'économie en général. Cet argument est faux de bout en bout. Les travailleurs employés dans les services non marchands (éducation et santé publiques, services municipaux...) sont productifs non seulement de richesse très utile à la société mais aussi de valeur économique, mesurée monétairement bien qu'elle soit non marchande. Le tourment du capital est que des ressources humaines et matérielles ne soient plus disponibles pour sa propre valorisation. Et ses idéologues clament que la sphère privée ne peut pas supporter la charge des dépenses publiques et sociales, occultant le fait que lesdits prélèvements obligatoires sont effectués sur un PIB déjà augmenté du fruit de l'activité non marchande. L'impôt est le prix des services non marchands acquitté collectivement, par contraste avec le prix des marchandises payé individuellement. Le tourment du capital devient cauchemar : par le biais de la socialisation de ce paiement collectif intervient une certaine redistribution des revenus, timide certes mais réelle.

La vacuité du discours libéral est sidérale : les économistes inféodés à la logique capitaliste ignorent la distinction entre le financement monétaire *ex-ante* de l'activité et son paiement *ex-post*. Si les entreprises privées anticipent des débouchés, elles investissent et embauchent (ce qui n'est plus le cas aujourd'hui) et doivent trouver pour cela un financement, les acheteurs payant ensuite les marchandises produites. La collectivité anticipe l'existence de besoins sociaux, et donc investit et embauche, les contribuables payant collectivement après coup les services rendus. Le problème né de l'application des politiques néolibérales en Europe est que le financement préalable de l'activité non marchande a été interdit : État et collectivités territoriales n'ont plus accès à la création monétaire directe et doivent se tourner vers les marchés financiers. Les libéraux craignent l'inflation, alors que d'immenses besoins existent pour assurer une transition sociale et écologique avec un nouveau type de richesse : des services non marchands et des investissements soutenable pour endiguer la machine capitaliste. Le XX^e siècle n'a pas réussi à résoudre la question sociale, le XXI^e ne résoudra pas plus la question écologique si les deux ne sont pas liées, sans que l'une ne subordonne l'autre.